

Pourquoi l'Allemagne envisage-t-elle de sortir de l'euro ?



L'euro présente pour l'Allemagne des aspects positifs et des aspects négatifs.



Conséquences positives de l'euro pour l'Allemagne

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

L'euro n'est pas un facteur de compétitivité en tant que tel pour les exportateurs allemands. Mais il se trouve que son taux de change, très élevé par rapport au dollar depuis 2004, a eu un double effet :

- permettre aux grands groupes allemands de dégager des marges considérables, tandis que le commerce extérieur allemand engrangeait des excédents considérables. Cette relative insensibilité des exportations allemandes au cours de change de l'euro résulte du fait que l'industrie allemande est en situation de quasi-monopole mondial sur de nombreux biens d'équipement (mécanique, optique, etc.). Les pays étrangers continuent donc à acheter certains produits allemands quels qu'en soient les prix.
- laminer les marges à l'exportation des industriels français, italiens, etc. dont la compétitivité extérieure est moindre que celle des produits allemands.

En d'autres termes, le taux de change très élevé de l'euro a permis à l'Allemagne d'engranger des excédents géants tout en affaiblissant les concurrents européens des industries allemandes.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi l'Allemagne n'a pas protesté contre le taux de change très élevé de l'euro... , sauf lorsque l'euro a atteint 1,6 USD ; l'Allemagne y a alors mis bon ordre, en exigeant de la BCE qu'elle ne dépasse pas cette limite et qu'elle intervienne pour faire redescendre l'euro aux alentours de 1,40-1,45 USD.

Conséquences négatives de l'euro pour l'Allemagne

Mais les conséquences de l'euro ne se limitent pas aux seuls domaines du commerce extérieur et de la compétitivité des entreprises. L'euro pose en effet de redoutables problèmes à l'Allemagne, notamment le taux de refinancement fixé par la BCE qui influe sur le dynamisme de l'économie, et plus encore le problème fondamental de la divergence des compétitivités des économies de la zone euro.

Avec l'euro, il n'y a plus de taux de change distincts entre les monnaies de l'Allemagne, de la France, de l'Italie ou de la Grèce.

À court terme, cela peut même sembler une bonne chose : les entreprises peuvent tabler sur une certaine stabilité des prix à l'intérieur de la zone euro et les touristes n'ont plus à faire de calculs pour convertir leur monnaie mais ces maigres avantages de court terme ne pèsent rien face à l'immensité du problème qui apparaît sur le moyen et long terme.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Ce problème colossal est celui de la divergence de compétitivité entre les économies de la même zone monétaire. Lorsque les pays sont entrés dans la zone euro, les responsables du système ont fixé un « taux irrévocable » de conversion entre toutes les monnaies nationales et l'euro. Par exemple, on a fixé que 1 euro vaudrait 6,55957 francs français, 1,95583 deutsche marks, 40,3399 francs belges, 1936,27 lires italiennes, 340,750 drachmes grecques, etc. Ces taux irrévocables furent fixés en fonction des taux de change entre ces monnaies et en fonction de la compétitivité de leurs économies respectives. Il s'agissait d'une sorte de photographie instantanée de la compétitivité, prise exactement le 31 décembre 1998 à 12H30 GMT.

Comme on le comprend aisément, un tel système n'est viable à long terme que si la compétitivité des économies évolue de façon strictement identique. Cela signifie que les hausses de salaires, les cotisations sociales, les taux d'inflation, les gains de productivité techniques, etc. doivent absolument tous converger vers les mêmes valeurs au sein des 17 économies partageant la même monnaie.

Mais, comme le bon sens le suggère – et c'est hélas l'une des qualités dont sont le plus dépourvus les européistes – il est chimérique d'imaginer que la Grèce, l'Italie, la France, le Portugal, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, etc. vont afficher année après année des hausses de salaires et de cotisations sociales, des taux d'inflation et des gains de productivité égaux. Cela n'a d'ailleurs pas été du tout le cas depuis treize ans. Le résultat s'étale donc sous nos yeux : la compétitivité de la France, de la Grèce ou de l'Italie n'ont pas cessé de se dégrader par rapport à celle de l'Allemagne, provoquant des déficits commerciaux de plus en plus importants de ceux-là vers celle-ci.

D'où un gonflement continu des créances de la Bundesbank sur les banques centrales de ces États. Ce qui a pour effet à la fois de créer des tendances inflationnistes en Allemagne et de dégrader rapidement la solidité de la banque centrale allemande. En 2011, 550 milliards d'euros de créances douteuses sont ainsi venues plomber la Bundesbank dont le bilan a triplé. Et les Allemands ont préparé un plan de sortie secret de l'euro.

Cette situation pose la question de la « solidarité » exigée par l'euro en cas de faillite de l'un des États de la zone euro. La logique de la monnaie commune européenne implique que les États en bonne santé financière viennent au secours de ceux en mauvaise santé (en fait, il s'agit surtout d'exiger que les contribuables des uns s'endettent auprès des bailleurs de fonds des autres...).

Le problème de toute cette architecture tient à l'effet « château de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
cartes » : de plus en plus de pays ont besoin d'aides financières de plus en plus imparables... qui pèsent sur de moins en moins de pays. Et le dernier État sur lequel l'endettement global risque de reposer en totalité est... l'Allemagne !

Il s'agit cette fois d'un risque d'appauvrissement colossal de l'Allemagne. Cet enjeu est d'une importance historique. Le risque est beaucoup plus grave que la conséquence positive sur le commerce extérieur décrite précédemment.

Conclusion

Entre les conséquences positives et les conséquences négatives de l'euro pour l'Allemagne, il n'y a plus vraiment débat : les secondes l'emportent désormais de très loin. Il faut bien comprendre que ce qui est impossible sur long terme, ce n'est pas de revenir au mark ou au franc, c'est d'assurer la pérennité de l'euro.

Étant pragmatiques, les Allemands font donc le bilan : il est temps pour eux d'arrêter les frais et de sortir de l'euro. Ne voulant pas être tenus responsables de l'explosion de la zone euro, nous pensons qu'ils attendent une occasion favorable pour le faire.